

Libéralisation financière et crises bancaires dans les pays tiers.
La prégnance du rôle des institutions

Saoussen Ben Gamra¹ et Mickaël Clévenot ²

CEPN CNRS 71-15

Mots clefs : Libéralisation financière, institutions, crises bancaires, pays tiers, données de panel.

¹ Saoussen Ben Gamra, ATER, Université Paris 13, adresse : 99 avenue J.B.Clément 93430 Villetaneuse, email : saoussen77@yahoo.fr

² Mickaël Clévenot, ATER, Université Paris 13, adresse : 4, rue de la Croix Faron Plaine Saint-Denis 93210 Saint-Denis tel : 01 55 93 93 43 email : clevenot@seg.univ-paris13.fr

Au cours des deux dernières décennies, la majorité des pays tiers ont mis en place des réformes financières dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Sur la justification théorique d'un système financier réprimé, caractérisé par un plafonnement des taux d'intérêt, des politiques sélectives du crédit, des niveaux élevés des réserves obligatoires et des restrictions à l'entrée à l'industrie bancaire, ces pays n'auraient pas assuré la meilleure mobilisation des ressources domestiques et leur bon déploiement dans des investissements productifs (R.I.McKinnon [1973] et E.Shaw [1973]). Afin de remédier à ces difficultés, les pays ont largement conduit des réformes visant à libéraliser leur système financier.

Dans le sillage de la libéralisation, la majorité de ces pays ont souffert d'un accroissement considérable des taux d'intérêt, d'une propagation prononcée des faillites bancaires, d'une inflation aiguës, d'importants déficits externes et d'une instabilité des changes. Ces problèmes particulièrement concentrés sur le secteur bancaire ont touché tous les pays sans exception. Dans la quasi-totalité des cas, l'Etat s'est trouvé obligé d'intervenir pour sauver les banques en faillite et pour réimposer un certain degré de contrôle. Les coûts ont été très importants, de l'ordre de 55% du PIB en Indonésie et en Argentine, 42% en Chili, 34% en Thaïlande, 30% en Turquie et en Israël, 28% en Corée et 19% au Mexique (Caprio et Klingebiel [1996]).

Cet article propose donc une évaluation empirique à partir des faits stylisés ainsi que de la méthode des Logit du rôle des institutions durant les périodes de libéralisation des marchés financiers dans les pays tiers, à travers leur impact sur l'instabilité du système bancaire d'un point de vue macroéconomique. La contribution de la libéralisation financière à l'occurrence des crises bancaires systémiques et non systémiques est estimée dans 27 pays, d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et du Moyen orient. Les tests cherchent à évaluer plus précisément, l'effet de la libéralisation du secteur financier domestique, des marchés financiers et du compte financier, ainsi que l'influence exercée par la qualité des institutions, de la régulation et de la supervision bancaire sur la probabilité des crises bancaires sur la période (1980-2002).

Les relations industrielles au sein du secteur financier constituent également un élément important à prendre en compte, les aspects proprement institutionnels seront approfondis de façon complémentaire à l'analyse économétrique. Le rapport entre le système bancaire et le marché financier sera étudié afin de mieux cerner les complémentarités institutionnelles qui préservent des crises ou au contraire les facteurs favorisant l'instabilité bancaire. Il semble que le déséquilibre concurrentiel entre le système bancaire et les marchés financiers ait constitué dans le cadre du secteur financier une question cruciale, qui renvoie plus généralement aux modifications de la rente bancaire (A.Demirguc-Kunt and E.Detrageache [1998], D.Plihon et L.Miotti [2001]).

Références bibliographiques.

- Arestis.P and Basu.S (2003): "Financial globalization and regulation", *Working Paper N°397, The Levy Economics Institute*.
- Caprio.G and Klingebiel.D (1996): "Bank insolvencies: Cross-country experience", *World Bank Policy Research Working Paper, N°1620*.
- Demirguc-Kunt.A and Detragiache.E (1998): "Financial liberalisation and financial fragility", *IMF Working Paper, N°83*.
- McKinnon.R.I (1973): "Money and capital in economic development", Washington DC, Brookings Institution.
- Plihon.D et Miotti.L (2001): "Libéralisation Financière, spéculation et Crises Bancaires", *Economie Internationale, N°85*.
- Shaw.E (1973): "Financial deepening in economic development", New York, Oxford University Press.